

mois d'hiver, ont engagé les nôtres à exporter leurs produits de bonne heure à de bas prix. Ils ne les ont pas gardés, comme dans le passé, pour en obtenir des prix plus élevés. (*Exclamations.*) Mes honorables amis rient, et j'ai entendu le nouveau ministre des Chemins de fer dire: "N'est-ce pas terrible?" Qu'il sache que durant le mois de mars jusqu'à ce jour, nous avons acheté des Etats-Unis 1,734,651 douzaines d'œufs, malgré un droit de 3c. la douzaine. Que les Canadiens exportent leurs œufs chez nos voisins et ils verront comment ils seront traités.

L'hon. M. DUNNING: Parce que le prix est plus haut ici que chez eux.

M. SUTHERLAND (Oxford-Sud): Les Etats-Unis ont imposé un tarif de 12c. la livre sur le beurre que nous leur vendons afin de protéger leurs producteurs. Qu'est-il arrivé pour nous? Durant les trois premiers mois de cette année, sous le régime de la convention de commerce négociée par les honorables députés de la droite, nous n'avons pas importé moins de 4,406,610 livres de beurre de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.

L'hon. M. DUNNING: Et le prix en a été plus élevé que partout ailleurs.

M. SUTHERLAND (Oxford-Sud): Le ministre de l'Agriculture semble dire que plus nous importons, plus nous payons cher. Vu la grande quantité de beurre que nous avons exportée, ce produit est devenu assez rare sur notre propre marché. Il s'en est suivi une augmentation de prix de sorte que nous sommes en face de la concurrence avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande qui nous vendent des quantités considérables de leur propre beurre pour lequel les Australiens accordent une prime de 6c. la livre. Comme encouragement pour les soldats colons et autres qui se livrent à l'industrie agricole, on dit: "Que le droit sur le beurre ne soit pas plus de 1c. et permettons l'importation de tous les produits étrangers subventionnés et tout ira bien." Durant le mois de mars, jusqu'au 29, nous avons importé 1,165,232 livres de beurre de l'Australie...

L'hon. M. CANNON: J'invoque le règlement.

M. SUTHERLAND (Oxford-Sud): ...en concurrence avec notre propre beurre.

L'hon. M. CANNON: A moins que mon honorable ami n'ait l'intention de terminer bientôt ses observations, j'appellerai votre attention, monsieur le président sur l'article 19 du Règlement.

M. SUTHERLAND (Oxford-Sud): S'il s'agit du Règlement, le rappel ne doit être soumis à aucune condition.

L'hon. M. CANNON: L'objection que je soulève est péremptoire. Je désire appeler tout particulièrement l'attention du président, sur l'article 19 du règlement qui renferme le paragraphe suivant:

C'est un frein salutaire au désir des membres de ressusciter un débat déjà clos et il ne servirait de rien d'interdire deux propositions semblables durant la même session si, par ailleurs, l'on en pouvait discuter les mérites à satiété.

J'ai entendu mon honorable ami revenir une cinquantaine de fois au moins sur la question des œufs et du beurre d'Australie.

M. SUTHERLAND (Oxford-Sud): Eh bien! monsieur le président, j'ai en main les rapports du département des Douanes et de l'Accise datés d'hier; il est donc impossible que le ministre m'ait jamais entendu discuter la question auparavant. (*Exclamations.*)

M. le PRESIDENT: Je prierais l'honorable membre de s'en tenir le plus possible au texte de la résolution en discussion. J'ai la conviction que c'est là ce qu'il fera maintenant que son attention a été appelée sur ce point.

M. SUTHERLAND (Oxford-Sud): J'ai pris la parole pour faire ressortir que le Gouvernement, du fait de ses propres agissements, est en grande partie responsable de la situation actuelle. Au lieu d'apporter un remède efficace, voilà que le Gouvernement cherche à élaborer un système par lequel des créatures du Gouvernement pourront exercer une surveillance sur l'annulation des prêts consentis à ces soldats-colons; de cette façon le Gouvernement sera en mesure de les contrôler à son gré au point de vue politique.

M. BROWN: L'honorable député pense-t-il que ce projet comporte des prêts aux soldats-colons?

M. SUTHERLAND (Oxford-Sud): Il décrète l'annulation des prêts...

M. BROWN: Mon honorable ami ferait mieux de lire le texte de la résolution.

M. SUTHERLAND (Oxford-Sud): ...ce qui le rend encore plus répréhensible. Il décrète la réduction des obligations qu'ont assumées ces colons pour ce qui est des sommes qu'ils doivent encore sur leurs terres. J'ignore quelle autre expression mon honorable ami (M. Brown) pourrait bien employer. La nécessité d'adopter cette résolution s'impose certes afin de soulager la détresse existante; or, il est tout aussi bien de nous rendre compte de la cause de cette détresse. La situation est devenue si